

Table des matières

Introduction

Chapitre préliminaire

L'imputabilité pénale : Analyse philosophique et pénale de l'acte volontaire

.....	9
Première section : Le libre arbitre	9
Première sous-section : Le libre arbitre envisagé dans ses rapports avec la philosophie.....	9
Deuxième sous-section : Le libre arbitre envisagé dans ses rapports avec le droit pénal	20
Deuxième section : L'acte volontaire	23
Première sous-section : L'acte volontaire envisagé dans ses rapports avec la philosophie...	23
Deuxième sous-section : L'acte volontaire envisagé dans ses rapports avec le droit pénal	27
Troisième section : Les composantes psychologiques de l'acte volontaire.....	31
Première sous-section : La raison	31
A. La raison en philosophie	31
B. La raison en droit pénal	34
Deuxième sous-section : La volonté ou liberté de choix	36
A. La volonté ou liberté de choix en philosophie (autonomie)	36
B. La volonté ou liberté de choix en droit pénal.....	40
Quatrième section : Le schéma psychomorphologique gouvernant l'acte volontaire	41
Première sous-section : La connaissance	42
A. La connaissance en philosophie	42
B. La connaissance en droit pénal.....	43
Deuxième sous-section : La délibération	44
Troisième sous-section : Le consentement	47
Quatrième sous-section : Le choix	48
A. Le choix en philosophie	48
B. Le choix en droit pénal.....	51
Cinquième sous-section : L'exécution	53
A. L'exécution en philosophie.....	53

B. L'exécution en droit pénal	55
Cinquième section: Le déterminisme	57

Première partie
Des causes qui affectent la raison
et son fonctionnement

Chapitre premier

La minorité	67
Première section: La minorité envisagée dans ses rapports philosophiques	68
Deuxième section: La minorité envisagée dans ses rapports psychologiques.....	70
Première sous-section: La période sensorimotrice (de zéro à deux ans)	70
Deuxième sous-section: La période préopérationnelle (de deux à sept ans).....	71
Troisième sous-section: La période opérationnelle (de sept à douze ans environ).....	72
Quatrième sous-section: La période opérationnelle formelle (de douze ans à l'âge adulte)	73
Troisième section: La minorité envisagée dans ses rapports avec la responsabilité pénale	74
Première sous-section: Aperçu historique.....	74
Deuxième sous-section: Le droit applicable en matière de criminalité juvénile	79
A. Les principes applicables à l'ensemble de la loi	79
B. Les mesures d'ajustement et de répression pénale.....	85
Conclusion	107

Chapitre deuxième

Les troubles mentaux	109
Première section: Le registre des différentes approches historiques de la folie en droit pénal	111
Première sous-section: L'époque romaine	111
Deuxième sous-section: L'époque classique.....	114

Troisième sous-section: L'époque contemporaine.....	116
Deuxième section: Les conditions d'ouverture	122
Première sous-section: La présence d'un trouble mental..	123
A. La définition médicale des troubles mentaux	123
B. La définition juridique des troubles mentaux en droit pénal.....	126
Deuxième sous-section: Le degré d'incapacité requis en matière de troubles mentaux ...	131
A. L'incapacité de juger de la nature et de la qualité de l'acte ou de l'omission.....	131
B. L'incapacité de savoir que l'acte ou l'omission était mauvais.....	133
Troisième section: Le répertoire des troubles mentaux en médecine et en droit.....	144
Première sous-section: La schizophrénie et autres troubles psychotiques.....	144
A. La schizophrénie	145
B. La schizophrénie de type paranoïde	152
C. La schizophrénie de type désorganisé.....	158
D. Le trouble psychotique bref.....	158
E. Les troubles psychotiques induits par une substance (psychose toxique).....	160
1) Les troubles psychotiques induits par une substance en médecine.....	160
2) Les troubles psychotiques induits par une substance en droit criminel	168
Deuxième sous-section: Les troubles de l'humeur	181
A. L'épisode dépressif majeur.....	181
B. L'épisode maniaque.....	186
C. L'épisode dépressif majeur du <i>post-partum</i>	189
D. Les troubles de l'humeur en relation avec la responsabilité pénale	190
Troisième sous-section: Les symptômes pathologiques associés à la prise d'antidépresseurs	196
A) Les antidépresseurs envisagés d'un point de vue médical.....	196
B) Les antidépresseurs envisagés d'un point de vue juridique.....	200

1) Les troubles délirants associés à la prise d'antidépresseurs en droit pénal (psychose, idées délirantes et hallucinations).....	200
2) Les manifestations de type agitation associées à la prise d'antidépresseurs en droit pénal.....	204
3) Les troubles du sommeil associés à la prise d'antidépresseurs en droit pénal	207
4) Les autres troubles incapacitants associés à la prise d'antidépresseurs en droit pénal (manie, démence et delirium)	209
Quatrième sous-section : Les troubles de la personnalité ...	212
A. La personnalité antisociale	212
B. La personnalité antisociale envisagée d'un point de vue juridique	214
C. La personnalité limite ou <i>borderline</i>	217
D. La personnalité limite en relation avec la responsabilité pénale	219
Cinquième sous-section : Le <i>delirium</i> , la démence, le trouble amnésique et autres troubles cognitifs	220
A. Le <i>delirium</i> (état confusionnel)	220
B. La démence (trouble neurocognitif majeur).....	221
C. Le <i>delirium</i> , la démence, le trouble amnésique et autres troubles cognitifs en relation avec la responsabilité pénale	224
Sixième sous-section : Le retard mental (trouble du développement intellectuel).....	231
Septième sous-section : Le trouble dissociatif de l'identité	233
A. Le trouble dissociatif de l'identité en médecine.....	233
B. Le trouble dissociatif de l'identité en relation avec la responsabilité pénale	235
Huitième sous-section : Le diabète sucré (hyperglycémie)	240
A. L'hyperglycémie en médecine.....	240
B. L'hyperglycémie en droit criminel	242
Quatrième section : Le fardeau de la preuve.....	244
Cinquième section : Les conséquences d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux.....	246

Sixième section : L'atténuation de la responsabilité en matière de troubles mentaux non exonérateurs ou demi-folies.....	252
1) L'impact des troubles mentaux relativement à une accusation de meurtre.....	255
2) L'impact des troubles mentaux sur les autres infractions d'intention spécifique	269
3) L'impact des troubles mentaux sur les infractions d'intention générale	271
Conclusion	273
Chapitre troisième	
L'automatisme.....	275
Première section : Les fondements théoriques de la défense d'automatisme en droit pénal canadien.....	276
Première sous-section : La définition de l'automatisme	276
Deuxième sous-section : La définition de la dissociation en médecine	281
Deuxième section : L'évaluation judiciaire de la défense d'automatisme.....	285
Première étape : L'établissement des fondements de la défense d'automatisme (fardeau de présentation)	286
Deuxième étape : La qualification de l'automatisme avec ou sans troubles mentaux.....	288
Troisième étape : La charge de persuasion	298
Facteurs pouvant être pris en compte pour orienter la démarche du juge des faits en matière d'automatisme	301
Troisième section : Les troubles momentanés de la conscience ou de la volonté en droit pénal canadien.....	308
Première sous-section : Les réflexes	308
Deuxième sous-section : Le traumatisme crânien (commotion cérébrale).....	314
A. Le traumatisme crânien en médecine	314
B. La commotion cérébrale en droit pénal.....	315

Troisième sous-section: L'épilepsie.....	316
A. L'épilepsie en médecine.....	316
B. L'épilepsie en droit pénal.....	320
Quatrième sous-section: Le somnambulisme.....	333
A. Le somnambulisme en médecine.....	333
B. Le somnambulisme en droit pénal.....	335
Cinquième sous-section: Les troubles du contrôle des impulsions.....	348
A. Les troubles du contrôle des impulsions en médecine.....	348
1) Le trouble explosif intermittent.....	348
2) La kleptomanie.....	350
3) La pyromanie.....	351
B. Les troubles du contrôle des impulsions en droit pénal.....	352
C. Évaluation des signes et des symptômes des troubles du contrôle des impulsions.....	356
1) Le trouble explosif intermittent.....	356
2) La pyromanie et la kleptomanie.....	357
Sixième sous-section: L'état de stress post-traumatique.....	364
A. L'état de stress post-traumatique en médecine.....	364
B. L'état de stress post-traumatique en droit pénal.....	365
Septième sous-section: L'attaque de panique.....	373
A. L'attaque de panique en médecine.....	373
B. L'attaque de panique en droit pénal.....	374
Huitième sous-section: La pédophilie.....	382
A. La pédophilie en médecine.....	382
B. La pédophilie en droit pénal.....	383
Neuvième sous-section: L'exhibitionnisme.....	383
A. L'exhibitionnisme en médecine.....	383
B. L'exhibitionnisme en droit pénal.....	384
Dixième sous-section: L'automatisme provoqué par un choc psychologique.....	384
Onzième sous-section: L'hypoglycémie.....	391
A. L'hypoglycémie en médecine.....	391
B. L'hypoglycémie en droit pénal.....	392
Conclusion.....	398

Chapitre quatrième

L'intoxication	399
Première section : L'ivresse envisagée sous l'angle de la responsabilité morale	400
Deuxième section : Les troubles induits par l'alcool, le cannabis, les amphétamines, les hallucinogènes, la cocaïne et la phencyclidine	406
Première sous-section : L'intoxication alcoolique	406
Deuxième sous-section : L'intoxication au cannabis	409
Troisième sous-section : L'intoxication aux amphétamines	412
Quatrième sous-section : L'intoxication aux hallucinogènes.....	413
Cinquième sous-section : L'intoxication à la cocaïne	414
Sixième sous-section : L'intoxication à la phencyclidine (P.C.P.)	416
Troisième section : L'intoxication envisagée dans ses rapports avec la responsabilité criminelle	417
Première sous-section : L'intoxication involontaire.....	417
A. Le caractère involontaire de l'intoxication	417
B. Les conséquences de l'intoxication involontaire sur la responsabilité pénale de l'agent.....	428
Deuxième sous-section : L'intoxication volontaire.....	435
A. L'intoxication volontaire en relation avec les infractions d'intention générale	436
B. L'intoxication volontaire en relation avec les crimes d'intention spécifique.....	440
C. L'intoxication extrême au seuil de l'automatisme ou de l'aliénation mentale	451
D. La réaction législative (l'adoption de l'article 33.1 du <i>Code criminel</i>).....	458
E. Résumé du droit applicable en matière d'intoxication volontaire	471
Quatrième section : L'intoxication volontaire en relation avec les infractions liées à la capacité de conduite affaiblie	474

Cinquième section: L'intoxication volontaire en relation avec les crimes de négligence	483
Sixième section: L'interaction entre la défense d'intoxication volontaire et celle de troubles mentaux	487
Septième section: La charge de la preuve en matière d'intoxication volontaire	493
Conclusion	495

Chapitre cinquième

L'erreur	497
Première section: L'erreur de fait	499
Première sous-section: L'erreur de fait en relation avec la responsabilité morale	499
Deuxième sous-section: L'erreur de fait en relation avec la responsabilité pénale	501
Troisième sous-section: L'erreur de fait en matière d'infractions de faute subjective et objective	504
A. L'erreur de fait en matière de faute subjective	504
B. L'erreur de fait en matière de faute objective	508
Quatrième sous-section: La défense d'erreur en matière de crimes à caractère sexuel et de bigamie	511
A. L'erreur quant à l'âge du plaignant en matière de crimes à caractère sexuel	511
B. L'erreur quant à la mort du conjoint en matière de bigamie	518
C. L'erreur quant au consentement du plaignant en matière d'agression sexuelle	520
1) Les principes issus de la common law	521
2) Les dispositions prévues au <i>Code criminel</i>	529
Cinquième sous-section: La doctrine du transfert d'intention en droit criminel	593
Sixième sous-section: La défense d'erreur de fait en matière de possession et de trafic de stupéfiants	602
A. L'erreur de fait concernant l'existence même de la drogue	602

B. L'erreur de fait concernant la nature exacte de la substance interdite	604
Deuxième section: L'erreur de droit	609
Première sous-section: Les fondements historiques de l'exclusion de l'erreur de droit et de l'ignorance de la loi	611
A. Le droit canonique.....	611
B. La common law	617
Deuxième sous-section: L'analyse des fondements juridiques impliqués dans le traitement de l'ignorance de la loi en droit pénal	620
Troisième sous-section: L'erreur de droit et l'ignorance de la loi en droit pénal canadien ..	623
A. L'ignorance fondée sur l'absence de publication d'un texte réglementaire.....	624
B. L'ignorance invincible de la loi.....	625
C. L'erreur de droit provoquée par une personne en autorité.....	630
D. L'erreur de droit portant sur un élément essentiel de l' <i>actus reus</i>	641
Conclusion	642

Deuxième partie
Des causes qui affectent
la liberté de choix

Chapitre sixième

La nécessité	645
Première section: La nécessité en relation avec la responsabilité morale	646
Deuxième section: La nécessité en relation avec la responsabilité pénale.....	649
Première sous-section: Les fondements conceptuels de la nécessité	649
Deuxième sous-section: La nécessité en relation avec l'intention ou la <i>mens rea</i> (culpabilité).....	653

Troisième section : Les conditions d’ouverture de la nécessité	654
Première sous-section : Le caractère actuel ou imminent du péril	655
A. Une situation urgente de danger imminent et évident	655
B. L’imprévisibilité du péril (faute contributive)	671
Deuxième sous-section : L’absence de solution raisonnable et légale autre que celle de contrevenir à la loi (le caractère irrésistible de la nécessité)	676
Troisième sous-section : La proportionnalité entre le mal infligé et le mal évité.....	690
Quatrième section : Le fardeau de la preuve.....	697
Cinquième section : La nécessité et les infractions de responsabilité stricte et absolue	698
Conclusion	700

Chapitre septième

La contrainte	701
Première section : La définition de la contrainte physique et de la contrainte morale.....	702
Deuxième section : La contrainte physique et la contrainte morale en rapport avec la responsabilité morale	704
Troisième section : Les fondements juridiques de la contrainte physique et de la contrainte morale	707
Première sous-section : Les fondements de la contrainte physique.....	707
Deuxième sous-section : Les fondements juridiques de la contrainte morale.....	709
Quatrième section : La contrainte en relation avec l’élément intentionnel ou <i>mens rea</i> de l’infraction (culpabilité).....	710
Cinquième section : Le régime applicable en matière de contrainte morale au Canada.....	712
Sixième section : Les conditions d’ouverture	715
Première sous-section : Des menaces de mort ou de lésions corporelles.....	715

Deuxième sous-section : L'accusé croyait, pour des motifs raisonnables, que les menaces seraient mises à exécution.....	720
Troisième sous-section : Il n'existe aucun moyen de se soustraire sans danger à la menace	722
Quatrième sous-section : Il doit exister un lien temporel étroit entre les menaces proférées et le préjudice qu'on menace de causer	737
Cinquième sous-section : La proportionnalité	740
Sixième sous-section : L'accusé n'a participé à aucun complot ni à aucune association le soumettant à la contrainte	750
Septième section : Le fardeau de la preuve.....	755
Conclusion	756

Chapitre huitième

La légitime défense	757
Première section : Les fondements philosophiques de la légitime défense	758
Deuxième section : Les fondements juridiques de la légitime défense	760
Troisième section : Les anciennes dispositions applicables en matière de légitime défense (défense de la personne)	764
Première sous-section : Les conditions d'ouverture du paragraphe 34(1) du <i>Code criminel</i>	764
A. Toute personne illégalement attaquée	765
B. Sans provocation de sa part	775
C. La force nécessaire pour repousser l'attaque	781
D. L'absence d'intention de causer la mort ou des lésions corporelles graves	791
Deuxième sous-section : La portée et les conditions d'ouverture du paragraphe 34(2) du <i>Code criminel</i>	792
La portée du paragraphe 34(2) du <i>Code criminel</i>	794
Les conditions d'ouverture du paragraphe 34(2) C.cr.....	795

A. Une attaque illégale	795
B. L'appréhension raisonnable d'un danger de mort ou de lésions corporelles graves	804
C. La croyance raisonnable de l'accusé qu'il ne peut pas autrement se soustraire à la mort ou à des lésions corporelles graves	814
Troisième sous-section: Les conditions d'ouverture de l'article 35 du <i>Code criminel</i>	822
Quatrième sous-section: L'analyse de l'article 37 du <i>Code criminel</i>	826
A. La force nécessaire	832
B. La proportionnalité	833
Quatrième section: Le fardeau de la preuve en matière de légitime défense	836
Cinquième section: La défense des biens	838
Première sous-section: La défense des biens meubles	839
Deuxième sous-section: La défense des biens immeubles ..	842
Sixième section: Les nouvelles dispositions applicables en matière de légitime défense	860
Première sous-section: La défense de la personne	860
A. La personne croit, pour des motifs raisonnables, que la force est employée contre elle ou une autre personne ou qu'on menace de l'employer contre elle ou une autre personne	862
B. La personne commet l'acte constituant l'infraction dans le but de se défendre ou de se protéger – ou de défendre ou de protéger une autre personne – contre l'emploi ou la menace d'emploi de la force	867
C. La personne agit de façon raisonnable dans les circonstances	872
a) La nature de la force ou de la menace	872
b) La mesure dans laquelle l'emploi de la force était imminent et l'existence d'autres moyens pour parer à son emploi éventuel	873
c) Le rôle joué par la personne lors de l'incident ...	881
d) La question de savoir si les parties en cause ont utilisé ou menacé d'utiliser une arme	883
e) La taille, l'âge, le sexe et les capacités physiques des parties en cause	883

f)	La nature, la durée et l'historique des rapports entre les parties en cause, notamment tout emploi ou toute menace d'emploi de la force avant l'incident, ainsi que la nature de cette force ou de cette menace ; f.1) l'historique des interactions ou communications entre les parties en cause	885
g)	La nature et la proportionnalité de la réaction de la personne à l'emploi ou à la menace d'emploi de la force	886
	Deuxième sous-section : La défense des biens	893
A.	La personne croit, pour des motifs raisonnables, qu'elle a la possession paisible d'un bien ou agit sous l'autorité d'une personne – ou prête légalement main-forte à une personne – dont elle croit, pour des motifs raisonnables, qu'elle a la possession paisible d'un bien	894
B.	La personne croit, pour des motifs raisonnables, qu'une autre personne :	
(i)	Sans en avoir légalement le droit, est sur le point ou est en train d'entrer dans ou sur ce bien ou y est entrée	895
(ii)	Est sur le point, est en train ou vient de le prendre	896
(iii)	Est sur le point ou est en train de l'endommager, de le détruire ou de le rendre inopérant	897
C.	La personne commet l'acte constituant l'infraction dans le but :	
(i)	Soit d'empêcher l'autre personne d'entrer dans ou sur le bien, soit de l'en expulser	898
(ii)	Soit d'empêcher l'autre personne de l'enlever, de l'endommager, de le détruire ou de le rendre inopérant, soit de le reprendre	899
D.	La personne agit de façon raisonnable dans les circonstances.....	899
	Conclusion	902

Chapitre neuvième

La provocation	903
Première section : Les fondements philosophiques de la provocation.....	904
Deuxième section : Les fondements juridiques de la provocation.....	908
Troisième section : Les conditions d'ouverture de la provocation.....	912
Première sous-section : Le droit antérieur aux modifications apportées par le législateur en 2015	912
A. L'élément objectif : Une action injuste ou une insulte suffisante pour priver une personne ordinaire du pouvoir de se maîtriser	912
(1) La présence d'une action injuste ou d'une insulte	912
(2) De telle nature qu'elle suffise à priver une personne ordinaire du pouvoir de se maîtriser....	925
B. Le volet subjectif : La provocation doit avoir amené l'accusé à perdre la maîtrise de soi et à agir avant d'avoir eu le temps de reprendre son sang-froid	941
(1) L'accusé a agi en réaction à la provocation	943
(2) Sous l'impulsion du moment, avant d'avoir eu le temps de reprendre son sang-froid.....	945
Deuxième sous-section : Les modifications apportées à la défense de provocation.....	952
Quatrième section : La provocation envisagée dans ses rapports avec certains éléments mentaux..	956
Cinquième section : Le fardeau de la preuve en matière de provocation.....	960
Conclusion	961

Chapitre dixième

L'impossibilité	965
Première section : L'impossibilité en relation avec la responsabilité morale	966
Deuxième section : L'impossibilité en relation avec la responsabilité pénale.....	967
Première sous-section : Les conditions d'ouverture	968

Deuxième sous-section : La défense d'impossibilité en relation avec les infractions de responsabilité stricte et absolue	975
Troisième section : Le fardeau de la preuve	978
Conclusion	980
Chapitre onzième	
L'accident	981
Première section : La définition de l'accident	982
Deuxième section : L'accident envisagé dans ses rapports avec les éléments essentiels de l'infraction	987
Première sous-section : L'accident comme facteur venant nier l' <i>actus reus</i> de l'infraction.....	988
Deuxième sous-section : L'accident comme facteur venant nier la <i>mens rea</i> de l'infraction.....	990
Conclusion	999
Conclusion	1001
Table de la jurisprudence	1005
Bibliographie	1039
Index analytique	1049